

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

L'Europe de culture et de civilisation

PROGRES ET REGRESSION

de JOSEPH C. DRAGAN

Jusqu'après la Première Guerre mondiale, l'Europe a été le centre moteur de l'histoire mondiale; c'est d'ici qu'est partie une civilisation européenne, adoptée de nos jours - en partie ou totalement - par le monde entier. L'adoption totale fait que le concept d'«européen» est étendu aux trois Amériques, à l'Australie, au Sud de l'Afrique ainsi que, avec des changements de mentalité et des déformations, à la Russie.

Un moyen de développement et de communication est l'alphabet «italique», qui cache sous sa forme unique la variété de prononciation et d'accent de beaucoup de langues. A vrai dire, l'alphabet «cyrillique» est lui aussi une création européenne, élaborée par les deux frères de Salonique et donnée au monde slave, qui n'avait pas eu, jusqu'à la fin du premier millénaire, de moyen graphique d'expression.

Le centre représenté par l'Europe culturelle et de civilisation de grande envergure est passé aujourd'hui aux Etats-Unis d'Amérique, à cause des moyens abondants dont ils disposent et de la langue unique, continentale, utilisée par 220 millions de personnes. En effet, l'anglais est devenu, après le latin, l'espagnol et le français, la nouvelle langue internationale par excellence. En même temps, sur ce vaste territoire on assiste toujours au conflit entre les langues nationales: seulement trois en Amérique, mais vingt-trois en Europe, un fait qui empêche son unification et représente sa décadence et peut-être même sa mort. Dans les conditions actuelles - dont la diversité linguistique insurmontable n'est qu'un des facteurs négatifs - l'Europe n'est plus à même d'assurer sa propre défense et doit se baser sur le «parapluie» atomique et les missiles américains.

Une nouvelle période historique s'ouvre avec la Seconde Guerre mondiale, celle de l'avance du slavisme dans la véritable Europe (occidentale), qui en résulte comprimée de plus en plus. A la frontière de la mentalité européenne, et partant de l'Occident (le 30° méridien), la Russie tend toujours vers l'Ouest, car son régime actuel continue de ce point de vue la politique expansionniste de Pierre le Grand. Il convient de se rappeler qu'à partir du règne de ce fameux tsar, la Russie a augmenté d'un million de kilomètres carrés: elle a occupé une partie de la Finlande, les pays Baltiques, la Prusse orientale, la moitié de la Pologne (dont les habitants sont des Slaves catholicisés, donc occidentalisés), une partie de la Tchécoslovaquie (la Ruthénie sous-carpatique) et une région de la Roumanie, la Moldavie orientale appelée Bessarabie. Dans toutes ces régions, on efface de propos délibéré, et sous nos yeux, les vestiges du passé, par exemple les forteresses de la Bessarabie; Tyras, construite par les Génois et Hotin, édiflée par Etienne le Grand - que le Pape avait honoré de l'épithète d'«athlète du Christ» - sont en cours de démolition et transformées en dépôts de pierre de construction. Partout où la Russie a pénétré, elle a introduit la langue russe et l'écriture cyrillique. Une capitale européenne de la portée de Berlin est divisée d'une manière arbitraire en deux, par le «mur de la honte». Les hommes de culture de toutes ces régions sont «naturalisés» soviétiques.

Le phénomène de l'avance du slavisme vers l'Occident s'observe aussi à l'intérieur, c'est-à-dire au Sud du Danube et de la Save où les Serbes, un petit peuple de 3-4 millions de personnes, imposent leur langue aux autres peuples de la Yougoslavie et arriveront un jour à créer une nation de 20 millions. Aidés par les Britanniques, les Slovènes ont avancé aux dépens de l'Italie; invoquant les raisons contingentes de la dernière guerre mondiale, ils ont occupé et slavisé l'Istrie. Non contents d'y avoir imposé leur langue, ils se sont livrés à la destruction de monuments historiques, par exemple le lion vénitien de Saint Marc qui a du supporter des inscriptions gravées par les envahisseurs ignorants, qui ont oublié que les vestiges architectoniques historiques font partie du patrimoine commun de la culture européenne; en même temps, ils désirent participer à cette culture dont ils ont assimilé, dans le passé, certaines valeurs (qu'ils adoptèrent et respectèrent), que maintenant ils détruisent, entraînés dans une espèce d'involution.

On remarque donc non pas un progrès, mais une véritable régression, comme au moyen-âge, après la floraison de la Renaissance (un moyen-âge entrevu justement par un Slave, Nikolaj Berdiaeff). Ce n'est que par l'exclusivisme, caractéristique moyenâgeuse, qu'on peut tenir en respect et soumission les nombreuses nationalités de la Fédération soviétique, et on entrevoit déjà le paroxysme que l'écrivain Amalrik a prévu pour l'année 1984.

J.C. D.

«Notre existence est incompatible avec la réalisation de l'idéal de l'empire russe... Le sort nous a placés comme un obstacle précisément sur cette route, de sorte que la Russie ne peut parvenir là où l'appelle la logique de son développement qu'en passant sur notre corps».

Take Ionescu (1891)
homme politique roumain

OÙ VA LA POLOGNE?

de H. MÜLLER

Une attente inquiète règne en Pologne. L'inquiétude a gagné aussi bien l'Europe occidentale que les Etats-Unis. Voilà deux semaines que les grandes grèves polonaises ont remis en discussion la validité de la politique de détente. Les grèves des ouvriers polonais - répète-t-on de toutes parts pour tranquiliser les esprits - est et doit rester une affaire interne du peuple polonais. Mais - tout le monde s'en rend compte - cette «affaire interne», est révélatrice d'une situation sociale et politique que la Pologne partage avec les autres pays soumis à la domination soviétique. Le «cas polonais» n'est pas seulement polonais, mais le résultat de la division du monde en zones d'influence. On a beau répéter qu'il faut éviter, aussi bien de l'Est que de l'Ouest, toute ingérence dans les affaires d'un Etat souverain. En réalité ce sont les affaires de l'Europe orientale et d'une bonne partie de l'Europe centrale!

Une attente inquiète règne en Europe. A l'heure où nous écrivons ces lignes personne ne sait encore comment va finir cette dure épreuve. Les grévistes, fatigués et dupés par les promesses du gouvernement, céderont-ils sur le point essentiel (la création de syndicats libres, indépendants du parti), «essentiel» puisqu'il concerne l'essence même d'un régime totalitaire? Le parti acceptera-t-il cette revendication, et dans ce cas le Kremlin laissera-t-il en place une équipe qui s'est révélée faible et s'est laissée pousser vers une hérésie? Et si le régime communiste de Varsovie, avec ou sans M. Gierek à sa tête, s'obstine à rester fidèle à la doctrine moscovite, et si les ouvriers s'obstinent eux aussi et réussissent à déclencher une grève générale?

Les questions sont claires, évidentes. Les réponses, personne ne les connaît. L'évolution des événements est marquée par le calme, le dialogue grévistes-gouvernement continue, mais il suffit d'un rien pour que la situation échappe à tout contrôle. Et non seulement la situation de la Pologne... Le

drame polonais est vite devenu - s'il n'a été dès le début - une question européenne.

Pourquoi la Pologne?

Le bloc soviétique a cessé depuis longtemps d'être le merveilleux monolithe d'antan (Oh les beaux jours de Staline!). Chaque pays du «socialisme réel» présente des traits individuels qui le singularisent au sein de la famille agitée, créée arbitrairement par les accords de Yalta. Il est juste de parler, par exemple, de la spécificité du cas polonais, et c'est très raisonnable d'expliquer par cette spécificité l'explosion sociale qui s'est produite en Pologne et pas ailleurs (bien que des raisons sérieuses de mécontentement existent aussi dans les autres pays satellites de l'Urss.

D'abord c'est la force d'un mouvement ouvrier organisé, conscient de ses possibilités, qu'on ne trouve pas ailleurs. C'est le résultat de l'expérience accumulée depuis 1956, des souvenirs des échecs d'alors et de 1970, le fruit des nombreuses actions revendicatives menées un peu partout en Pologne; le degré de maturité des ouvriers polonais se manifeste clairement par le caractère maîtrisé, contrôlé de l'explosion de la côte Baltique, par un calme qui cache une profonde détermination. La force de la «base» a beaucoup progressé depuis 1956. Les structures de l'Etat communiste n'ont pas changé. Ce qui a changé, c'est la conscience sociale de la classe ouvrière.

Secondo, c'est l'existence d'une *Eglise catholique forte*, ce qui a fait que certains observateurs soutiennent - mais c'est là peut-être une exagération optimiste! - qu'en Pologne il y a un vrai pluralisme idéologique (à la différence de l'Urss et des autres pays de l'Est). En tout cas, nombre de prolétaires polonais préfèrent la chapelle à la cellule du parti et prêtent plus volontiers l'oreille aux propos de «leur» pape qu'aux discours de M. Gierek.

Tertio, les liens de *collaboration entre jeunes opposants intellectuels et militants ouvriers* et l'existence d'une *intelligentsia* indépendante, plus nombreuse et plus influente que dans les autres pays communistes, dont le noyau est le fameux KOR. Ces intellectuels publient des revues diffusées à des milliers d'exemplaires, dont le rôle est de moyen de liaison entre les différents centres ouvriers et d'instrument d'éducation politique. Le KOR se donne pour objectif essentiel d'aider l'avènement d'une démocratie dans les entreprises et les syndicats par la création d'organes réellement représentatifs des travailleurs. Cette collaboration des intellectuels et de la classe ouvrière correspond exactement aux idées formulées par Lénine dans son ouvrage *Que faire?*, à cela près qu'il envisageait seulement la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie capitaliste et non contre l'appareil d'un Etat socialiste!

Si les ouvriers attendent des réformes en profondeur dans les domaines syndical et économique, les intellectuels aspirent ardemment à voir enfin s'assouplir la pesante censure; ils réclament aussi l'indépendance de la justice et un rigoureux contrôle social sur les organes de la police.

Revendications économiques, mais surtout politiques

La cause immédiate qui a déclenché les grèves d'août a été la hausse des prix de certaines denrées alimentaires. Mais cette mesure prise par le gouvernement était justifiée; il fallait que les prix reflètent mieux les réalités économiques (l'Etat supportait une grande partie du prix «politique» de ces denrées). D'autre part, la situation économique de la Pologne s'aggrave progressivement depuis quelques années pour des raisons externes aussi (l'augmentation du prix du pétrole, etc.).

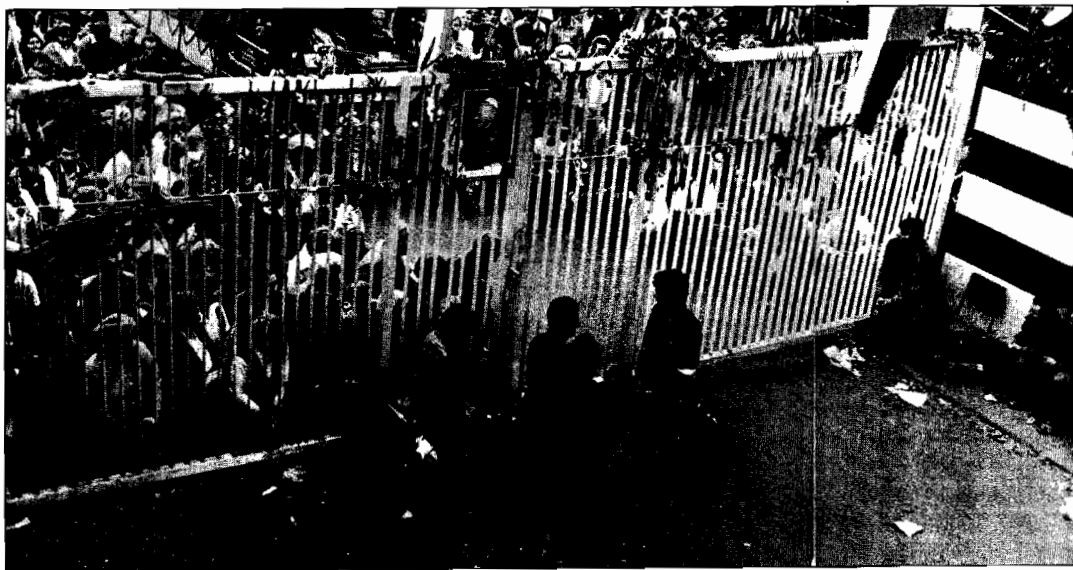
Le malaise économique met en lumière les carences du régime et on ne saurait les justifier globalement par la crise économique mondiale. Il est de plus en plus difficile de faire avaler aux travailleurs des explications telles que celle qui soutient que les pays communistes importent de l'Occident des marchandises et avec elles les vices du système qui les produit (dans le moment actuel, les conséquences de la crise). De même, il est devenu de plus en plus difficile de faire admettre aux travailleurs polonais un surcroît d'austérité.

La cause réelle et profonde des grèves polonaises est d'ordre social et politique. Ils n'osent pas le dire, mais c'est le régime qu'ils n'aiment pas et qu'ils voudraient changer. Lech Walesa, le dirigeant librement désigné par les ouvriers de Dantzig en grève, déclare: «Je suis un syndicaliste. La politique ne m'intéresse pas». Mais la revendication essentielle est la création de syndicats libres, et c'est une revendication politique d'une grande portée à laquelle les grévistes sacrifient les revendications économiques: «Nous sommes prêts à renoncer aux 2 000 zlotys d'augmentation, mais sur les syndicats libres nous ne transigerons pas!».

Menacés par l'Urss, les grévistes exigent des syndicats libres, le droit à la grève, à la liberté d'expression, etc., et déclarent en même temps qu'ils ne s'opposent pas au régime. Mais ceci est une flagrante contradiction qu'ils essaient d'escamoter pour ne pas irriter et provoquer le Kremlin. Walesa dit: «Ce n'est pas contre le système social de la Pologne que nous faisons grève, mais pour pouvoir créer un syndicat indépendant et c'est là notre droit. Nous ne voulons pas porter atteinte à la propriété sociale des moyens de production. Les usines sont la propriété de la nation, mais nous voulons être les véritables propriétaires des affaires de la nation». L'allusion à la thèse fautive que, dans les pays communistes, les travail-

«La question polonaise est devenue non seulement une question pour l'Europe de l'Est mais pour l'Europe tout entière. Il s'agit d'un problème de liberté. Evidemment, on peut soutenir que le désir de liberté des Polonais menace la détente et l'ordre... Nos artisans de la politique à l'Est et de la détente trouveraient-ils le courage d'aller expliquer aux ouvriers du chantier Lénine qu'ils devraient, au nom de la paix, renoncer à leur liberté?»

Die Welt



leurs - propriétaires des moyens de production - gouvernement le pays dans leur intérêt, est transparente. Les récentes grèves polonaises sont *en premier lieu politiques*; leurs racines, leurs causes, leurs buts sont politiques.

Les trois cartes de M. Gierek

Face à la gravité de la situation, M. Gierek a peur d'avoir recours à la force. Il se montre compréhensif et autocritique.

La carte, que M. Gierek joue pour impressionner les grévistes et les convaincre de reprendre le travail, est *l'autocritique*; pour lui donner du poids, il procède à un remaniement d'importance: un tiers du bureau politique s'en va. (L'autocritique aurait été sans doute plus sincère s'il avait présenté sa propre démission, mais il s'en est bien gardé!). Le résultat fut un échec total; les grévistes n'avaient exigé la tête de personne. L'expérience leur a enseigné que le changement de personnes, la substitution des «faucons» par des «colombes», des «activistes» par des «techniciens», etc. ne modifie pas les structures, les grèves ont continué et leurs proportions augmentèrent. La leçon est rude pour les gouvernants de la Pologne; à Moscou, on commence à parler d'activités «subversives», dirigées contre l'Etat socialiste, le seul qui puisse garantir aux Polonais leurs vrais intérêts.

M. Gierek a recours à son avant-dernière carte: *l'Eglise*. Le cardinal Wyszynski

intervient en faveur de la fin de la grève. Les Polonais n'en croient pas à leurs oreilles: l'Eglise catholique du côté du régime! Dans une situation extrêmement grave, l'Eglise constitue le dernier recours, douloureux mais unique, pour le pouvoir. Depuis le commencement des grèves, l'Eglise polonaise a maintenu sa réserve (ce qui lui a valu d'ailleurs les compliments du parti communiste français, le 25 août, qui l'a félicitée pour avoir fait preuve de «réalisme, de raison, de mesure et de responsabilité»). Par la voix du cardinal Wyszynski, elle abandonne la discrétion et apporte un appui direct au régime.

Cette ressource qui semblait excellente s'est avérée, elle aussi, inefficace; surpris, ahuris au premier moment, les grévistes - qui avaient tant espéré dans le soutien moral de l'Eglise et donné tant de preuves de dévotion et de ferveur religieuse - résistèrent encore, mais ils étaient visiblement fatigués, à bout des forces.

Et alors M. Gierek misa sur sa dernière carte, et cette fois au moins il fut sincère: la menace de *l'invasion soviétique* (qu'il redoutait lui aussi). La presse, la radio et la télévision commencèrent à diffuser des commentaires contenant des allusions transparentes à la menace externe, par exemple: *«La crise actuelle peut amener le pays au bord de la catastrophe. Elle rappelle les événements de la fin du 18^e siècle (une époque à laquelle la Pologne indépendante fut partagée entre la Prusse, l'Autriche et la Rus-*

sie). Nous sommes dans la zone directe de sécurité de la puissance socialiste mondiale».

C'est la dernière carte, la plus terrible.

*Mais les Russes
n'interviendront pas!*

La Pologne a une impressionnante réputation quand elle s'insurge. Si les Soviétiques intervenaient, les Polonais ne les accueilleraient pas en silence, et résignés comme ont fait leurs voisins, les Tchécoslovaques, il y a douze ans.

Le Kremlin est déjà engagé, en Afghanistan, dans une guerre contre un peuple aimant la liberté. Le prestige de l'Urss dans les milieux communistes de l'Europe a subi un coup violent à la suite de cette invasion. Un seul Afghanistan suffit.

Voilà les deux raisons pour lesquelles les observateurs politiques et les «Kremlinologues» ne croient pas que Moscou soit disposée d'intervenir pour «rétablir l'ordre» et «normaliser la situation» en Pologne. Mais il serait dangereux - raisonnent-ils - d'abuser de cette espérance et il vaut mieux tranquilliser et rassurer les dirigeants soviétiques. *L'Occident doit non seulement*

renoncer à soutenir moralement les actions des peuples opprimés par l'Urss, mais réduire, par des prêts importants, leur situation économique, en appuyant ainsi les régimes impopulaires instaurés par Moscou.

Une telle attitude du monde libre, promise au nom de la volonté de paix et de détente, est la seule qui puisse éloigner la menace de l'invasion de la Pologne par les chars d'assaut soviétiques.

La trahison de l'Occident

L'Occident a trahi les pays de l'Est, il ne fait que trahir ces pays, et son attitude actuelle dans la question polonaise est cohérente avec cette politique de trahison. Après le grand partage de Yalta, le sort de l'Europe orientale dépend du bon vouloir soviétique et de lui seul.

La politique de l'Occident envers les pays de l'Est a tristement dégénéré:

D'abord, il se refusait de reconnaître les conquêtes soviétiques et soutenait (moralement) la lutte des peuples opprimés, qu'il avait livrés aux Soviétiques.

De ceci il y eut un passage graduel vers: la reconnaissance des faits accomplis (voir le traité d'Helsinki) et l'alliance (ina-

«Le gouvernement (polonais) sait qu'il peut tenir bon. L'appui le plus consistant en ce sens lui a été donné par l'Occident, qui a vu avec terreur se profiler quelque chose qui pouvait conduire à une destabilisation avec Moscou. Les Allemands, les premiers, sont accourus en aide *non pas des Polonais* mais *du gouvernement polonais*, en lui garantissant des aides économiques. La presse internationale... a fait la même chose ...

On peut arrêter les grèves, mais non pas l'histoire, la soif de liberté!»

V. Maximov
(dissident russe)

vouée) avec les régimes au pouvoir contre les peuples opprimés auxquels on conseille la résignation. Par conséquent, lorsque la mauvaise gestion de l'économie polonaise et les défauts du système jettent le discrédit sur le gouvernement de Varsovie et le mettent en difficultés, les pays occidentaux offrent de nouvelles ressources à la disposition de ce gouvernement. Pourquoi? Pour atténuer les vices d'un régime qui est aux antipodes de toutes les valeurs occidentales et lui permettre de conserver un minimum de prestige!

Une troisième voie?

Nos journaux sont pleins d'avertissements du type: n'encourageons pas les Polonais, puisque, dans l'éventualité d'une intervention des blindés soviétiques, l'Occident ne pourrait fournir aucune aide (à moins qu'il ne se décide à déclencher l'apocalypse nucléaire).

Il n'y aurait rien à objecter à ces avertissements - qui après tout aboutissent à soutenir Gierek et, en fin de compte, le règne soviétique sur l'Europe orientale - si

l'unique alternative à la résignation et à la solidarité avec les régimes satellites du Kremlin était une intervention militaire de l'Occident, que tous sont d'accord de déclarer impossible. Entre la solidarité avec les Gierk et la troisième guerre mondiale il y a pourtant une troisième voie:

Aucune aide matérielle, soutien moral aux opposants, dénonciation implacable des vices des régimes communistes.

Adopter le principe de la non-ingérence ne signifie pas se taire et faire semblant de ne pas voir l'injustice et les souffrances morales et matérielles qui règnent dans les pays de l'Est, provinces de l'empire soviétique. Dans «Le Monde» du 28 août on lit:

«Vu la gravité de la situation, on comprend parfaitement que les gouvernements occidentaux évitent de jeter de l'huile sur le feu. Les grévistes de Gdansk ont montré jusqu'à présent combien ils sont responsables, et nul n'a le droit de se servir d'eux, encore moins de les transformer en victimes, dans une guerre idéologique où chaque camp récupère traditionnellement des cadavres qui bien souvent ne lui appartiennent pas. De là à se taire, à détourner les yeux avec fausse pudeur et à dicter une conduite de renoncement aux travailleurs polonais, il y a cependant un grand pas.»

La lutte des opposants n'est pas inutile

Si nous disons «Non à la résignation!» en nous adressant aux dirigeants du monde libre, c'est aussi parce nous sommes persuadés que la lutte des intellectuels dissidents et des ouvriers exploités par un régi-

me qui devrait être le «leur» n'est ni absurde, ni inutile.

Les concessions, les améliorations il faut les arracher aux dictateurs et aux dictatures. Le fait que les grévistes de Gdansk aient obligé le gouvernement à traiter avec eux, et notamment avec un comité élu librement par les travailleurs, est déjà un progrès. La position des dirigeants communistes est moins solide et invulnérable qu'on ne le suppose.

La lutte n'est pas inutile, parce qu'elle empêche qu'un peuple entier sombre dans l'apathie, la passivité, le découragement.

Les conquêtes des grévistes polonais, si modestes qu'elles soient, encouragent les victimes des régimes analogues.

Les grèves et tout autre signe de désaccord avec le régime totalitaire ouvrent les yeux aux naïfs du monde libre, qui croient aux vertus bénéfiques de l'*Ostpolitik*, et diminuent le prestige, et l'influence dans les masses, des partis communistes occidentaux. Les explosions sociales à l'Est coûtent d'énormes sacrifices à ceux qui les déclenchent, qui doivent subir aussi leurs contre-coups négatifs (répression, diffamation, etc.). Mais plus elles sont retentissantes, plus elles enseignent à notre monde libre la nécessité de créer un front unique, solide, capable d'imposer sa volonté à la grande puissance antieuropéenne. Hélas, comme nous sommes loin de cet idéal de force obtenue par l'unité et l'intransigeance sur nos valeurs essentielles! L'image que l'Europe a donnée d'elle-même dans ces journées effervescentes de la lutte polonaise pour la liberté, a été lamentable.

H.M.

«Vous voulez savoir ce qui nous irrite dans votre attitude envers les Polonais? C'est vite dit: ce n'est pas la prudence, que nous apprécions, mais la fausseté. Vous avez une intelligentsia qui va souvent à Moscou, en faisant semblant de ne pas voir ce qui se passe là-bas, vous avez une classe d'entrepreneurs qui font des affaires d'or avec Moscou, vous avez des hommes politiques qui s'y rendent pour demander conseils et protection. Donc, il est inutile de feindre: il y a en Occident des gens intéressés au statu quo non par prudence, mais par intérêt. Vous êtes en bonne compagnie: toute une catégorie d'Américains sont dans les mêmes conditions; ce sont ceux qui ont sacrifié au mythe de la détente les idées de base du système démocratique, les idées de la liberté».

A. Glezer
(dissident russe)

LA TREVE

La première année d'activité du Parlement européen, élu au suffrage direct s'est clôturée avec la session de juillet. Le bilan de cette phase de lancement et de mise au point peut être considéré comme positif, surtout si l'on considère l'énorme masse de travail abattue par les 410 députés européens au cours des 264 réunions de commission et pendant les 14 sessions plénières.

C'est juste à la veille de la pause estivale, que les parlementaires ont réussi à écrire le mot «fin» sous la controverse, mouvementée et parfois âpre, relative au bilan prévisionnel de l'année 1980. La conclusion n'a pas été celle que bon nombre de personnes s'attendaient, après le rejet global qui avait eu lieu en décembre 1979. Le bras de fer avec le Conseil a été plus difficile que prévu et les objectifs que les parlementaires s'étaient fixés avec ce geste retentissant n'ont été atteints qu'en partie. Plus qu'une solution du conflit, il s'agit donc d'une simple trêve, imposée surtout par la nécessité de ne pas paralyser la Communauté et de ne pas compromettre la vie même des institutions.

La pomme de discorde reste le déséquilibre entre les dépenses destinées au secteur

agricole et les faibles ressources disponibles pour les autres dépenses politiques. Quelques pas importants ont été accomplis sur la voie indiquée par le Parlement, comme l'attestent les économies substantielles dans la gestion du secteur laitier et fromager, et les propositions intéressantes de réforme structurelle présentées par l'exécutif. Un prélèvement plus élevé de coresponsabilité sur le lait et une politique plus contenue en matière de prix complètent le tableau et font supposer que la période prolongée de surproduction dans ce secteur est sur le point de terminer.

Entre-temps, la Commission a présenté à l'Assemblée le projet préliminaire du bilan 1981, dont les chiffres cadrent bien, eux aussi, avec la ligne indiquée par le Parlement. En effet, le pourcentage de l'agriculture descend sensiblement (de 73% à 59%) et, par suite, les ressources destinées aux autres politiques communes augmentent. A la reprise en automne, ce sera le Conseil qui devra prendre ses décisions en réouvrant avec le Parlement un dialogue qui, encore maintenant, est considéré comme difficile et durant lequel, outre la répartition des dépenses parmi les différentes politiques communes, jouera un rôle important la recherche de nouvelles ressources financières, car la limite maximale des entrées est désormais sur le point d'être atteinte.

«Le Parlement Européen» 7/80

La dette des pays de l'Est représenterait près de 60 milliards de dollars

L'endettement total des pays d'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. envers les pays occidentaux aurait atteint, à la fin de 1979, au moins 57 milliards de dollars, en augmentation de 6 milliards de dollars par rapport à 1978 (année qui avait enregistré un accroissement de 8 milliards de dollars par rapport à 1977), indique dans son étude annuelle la Commission économique des Nations unies pour l'Europe. Sur ce total, 42 milliards de dollars sont dus à des banques occidentales, et 15 milliards «à des créanciers officiels ou officiels».

La répartition de la dette parmi les pays socialistes n'est pas publiée dans le document de la Commission; toutefois selon des informations officielles récentes, la dette polonaise a dépassé 20 milliards de dollars, tandis que la dette soviétique serait plus élevée.

Le fardeau de la dette est considéré comme relativement peu lourd par rapport aux produits nationaux des pays débiteurs (4 à 5% en 1979). Toutefois il apparaît très important comparé aux recettes en devises convertibles, qui auraient atteint 44 milliards de dollars l'an dernier.

LA CONJONCTURE S'AMELIORERA DES 1985?

La Banque mondiale vient de publier un Rapport sur le développement intéressant le tiers-monde, qui doit s'attaquer aux problèmes de 800 millions de victimes de la pauvreté absolue.

«Menacée - lit-on dans ce Rapport - sur trois fronts par l'inflation et la récession dans les pays développés et par la hausse vertigineuse des prix pétroliers, la croissance économique mondiale est engagée sur une voie où les périls se sont multipliés depuis un an». Le renchérissement du pétrole notamment, s'il a amélioré les perspectives du cinquième de la population du tiers-monde, les habitants des pays exportateurs de pétrole, a frappé en revanche les autres quatre cinquièmes, dont le taux de croissance annuel ne dépassera pas 1,2% à 2% par an durant la décennie actuelle.

Mais les pays riches, conserveront-ils leurs privilèges économiques s'ils se comportent en véritables égoïstes? Il semble que non, et si l'on fait appel à eux pour venir en aide aux pays pauvres ce n'est pas simplement pour des raisons humanitaires: Le Rapport se contente à ce

sujet d'exiger de la part de la Communauté internationale «une attention particulière» aux difficultés des pays pauvres d'Asie et surtout d'Afrique. Il est à craindre, ajoute la Banque mondiale, que la pauvreté ne fasse tache d'huile jusqu'en 1990. En parlant de pays riches, on ne pense pas uniquement aux Etats les plus industrialisés, tels que les Etats-Unis d'Amérique, le Japon, l'Allemagne fédérale, etc., mais aussi aux pays exportateurs de pétrole, qui sont cette année excédentaires d'environ 110 milliards de dollars (tandis que le déficit des nations pauvres dépasse 60 milliards de dollars). Ces «nouveau-riches» du monde pourraient intensifier leur appui financier direct, en achetant davantage et en continuant d'offrir des emplois aux travailleurs émigrés.

La Banque mondiale conclut: «Si riches et pauvres vont résolument de l'avant durant les cinq années cruciales de transition, les échanges mondiaux enregistreront une reprise, et la conjoncture s'améliorera dès 1985».

Ce qui est très significatif dans ce Rapport, c'est

qu'il met en évidence le rôle décisif de l'éducation et de la formation qui ont souvent une rentabilité largement supérieure à l'investissement matériel. Ainsi, entre 1960 et 1977, le revenu par habitant a le plus progressé dans les douze pays en développement où les taux d'alphabétisation étaient, au début de cette période, les plus élevés; la productivité des paysans qui avaient fréquenté l'école primaire pendant quatre ans était supérieure de 13% à celle des autres.

Le rapport conclut: «Aucun miracle ne peut éliminer du jour au lendemain la pauvreté absolue de la face du monde. Le développement humain est tout au plus un élément de solution. Si sur les autres fronts les responsables n'appliquent pas les mesures voulues et si le reste du monde ne fournit pas un appui agissant et éclairé, les progrès seront d'une lenteur accablante. Mais ces seules mesures sont insuffisantes, car la ressource la plus précieuse d'un pays, ce sont les individus dont il est peuplé et qui sont le moyen et la fin du progrès économique».

TOWARDS A WESTERN GRAND STRATEGY FOR GLOBAL FREEDOM

by GEOFFREY STEWART-SMITH

Some 40 professional strategists from 14 countries held a conference entitled *Towards a Grand Strategy for Global Freedom* from 24 - 27 July 1980 at Leeds Castle, in Kent. It may well prove to be a turning point in the evolution of a Western counter to Soviet global strategy.

The purpose of the conference was to consider the brutal fact that while the Soviets have a world-embracing ideology, ruthless political will, a global strategy, manpower, military might, appropriate organisations and money, the non-Communist world has absolutely no global strategy and at present few of the other Soviet means to implement it.

However, after two days of lectures and discussions, an inspiring granite-like core of common strategic thinking emerged from which a Western grand strategy could easily be formulated - given the political will.

Professor Werner Kaltefleiter (Western Germany) gave a lucid address on the failure of the existing Western political strategy in which he stressed that Western politicians and their professional advisers had failed to realise that the word «detente» meant two completely different things to the West and to the East. He stated that to the former it was an illusory dream aimed at lessening tension and to the latter it was merely a starkly practical weapon to increase political and military power for a limited period. He concluded: «The concept of detente has to be abandoned: people have to relearn the existence of the systemic conflict, its implications and threats».

Dr. Frank R. Barnett, President of the National Strategy Information Center, Inc. described the nature of the «Soviet window of military opportunity» in the mid-1980s when the Soviets would be in a position of military superiority in all-arms. To prevent them from striking during that period of vulnerability for the West which will end when the MX missile becomes operational, he proposed a series of quick-fix military innovations raise the element of risk for the Soviets.

Air Vice-Marshal S.W.B. Menaul recommended that «the United States should give serious consideration to deploying anti-ballistic missile defence systems to protect the Minuteman silos.» He made some specific recommendations to improve NATO's defence capability, for example: improved early warning and better organic air defence of ground forces; more armoured helicopters and improved anti-tank missiles of the fire-and forget type (Hellfire); better and more widespread use of electronic counter-measures; reinforcement measures need strengthening by all NATO countries.

A «SUPER-NATO» + PERMANENT SECRETARIAT

Perhaps the most radical suggestion during the entire conference came very unexpectedly from the Japanese speaker, Dr. Jun Tsunoda, Director of the Japanese Center

for Strategic Studies. He concluded his speech with the words:

«I would like to submit the idea of creating a new mechanism, something like a Super-NATO, which covers the whole of the Free World alliances and is equipped with a system of regular summit conferences and ministerial conferences with a small but efficient permanent secretariat. There, hopefully, we would be able to think over our own differences on vital issues on the basis of participation and consultation around our Superpower; concert our conceptions at least on the necessary minimum, and not let minor issues disturb our common fundamentals leaving such issues on the level of agree-to-disagree, an unavoidable precondition for establishing a real common front powerful enough to cope with any challenge or temptation that might come from outside the Free World».

LESS RISK FOR SOVIETS IN AFRICA

Professor D.T. Kunert of the University of Witwatersrand in South Africa developed a number of very interesting and seldom noted themes: firstly, that democracy in Africa has almost vanished and that it was being replaced by more traditional authoritarian tribal power structures based on nothing more legal and constitutional than force, and, secondly, that the risks to the Soviets of expansionism in Africa were less than in Europe.

He pointed out that the Soviets had admitted publicly what their aims were in the Middle East and Southern Africa. He reminded his audience that Brezhnev had frankly admitted to the Somali President Siad Barre, then an ally of the USSR «our aim is to gain control of the two great treasure houses on which the West depends: the energy treasure house of the Persian Gulf and the mineral treasure house of central and Southern Africa.»

Professor Kunert noted:

«Violence and disorder, and the ever present danger of coups d'état, breed fear and insecurity among the continents's ruling groups. Having seized power, their legitimacy is questioned, and their position remains extremely precarious. Western concepts of democracy, constitutionalism, and law fail to offer remedies for their stark predicaments. While the Third World has steadily come to reject Western norms and governing principles, the Soviets have considerably enhanced their position by spreading Marxism-Leninism. 'Stalinism' is on the march on the Black continent, and in some regions it has already arrived. Marxism-Leninism has particular appeal to Africa's left-wing elites who can rationalise their craving for total power by invoking the ideology's so-called scientific precision, and by pretending to be guided by 'immutable historical laws' postulated by the doctrine. Lenin's emphasis on elitism, unity, and iron discipline exerts a strong appeal, and so does the stress on collectivism and statism which meets the demands of elites struggling to consolidate their power status. Marxism-Leninism's call for action, revolution, and violence romanticises a central feature of the African milieu...»

«South Africa constitutes the linchpin of Soviet global strategy in its intermediate African phase. While Western political circles have, mainly for ideological reasons, hardly ever failed to downgrade the importance of South Africa, the Soviets, on the other hand, have consistently regarded this region as an integral part of the West in the context of the relentless East-West struggle... If the Persian Gulf and Southern Africa can be likened to the great lungs by which the industrial Free World breathes, then the Cape Sea route should be seen as one of the main arteries that carries the life-given oxygen, that is, petroleum and critical minerals, from these lungs to Western Europe and the United States. By puncturing these lungs and/or severing these arteries, the USSR would strike the Free World a mortal blow...»

«Any counter-strategy must be based on the indisputable fact that the USSR can ultimately only be contained by the ready availability and demonstration of American power... To secure its unimpeded access to the vital energy and raw material sources of the Third World, the West will have to be quite explicit in including South Africa within the realm of its defence perimeter.»

L'HISTOIRE ET LES MOTIVATIONS DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE ET MONETAIRE EN EUROPE

de F. MICKLINGHOFF (Wassenaar - Pays-Bas)

(suite du numéro précédent)

Le Conseil européen du 5 décembre 1978 a assigné au S.M.E. certains objectifs dont les principaux sont les suivants:

Le S.M.E. « vise à établir une stabilité monétaire accrue dans la Communauté. Il doit être considéré comme l'élément fondamental d'une vaste stratégie ayant pour objectifs une croissance soutenue dans la stabilité, un retour progressif au plein emploi, l'harmonisation des niveaux de vie et la réduction des disparités régionales au sein de la Communauté.

Il facilitera la convergence du développement économique et donnera une nouvelle impulsion au processus d'union européenne.

Il devrait avoir un effet stabilisateur sur les relations économiques et monétaires internationales».

La résolution du 5 décembre 1978 constitue une sorte de charte du nouveau système.

Le 12 mars 1979, le Conseil européen réuni à Paris donne le feu vert et le 13 mars le système monétaire européen entre en vigueur, une solution ayant été trouvée au problème des montants compensatoires agricoles.

La France a voulu lier la mise en oeuvre du S.M.E. à la suppression progressive des montants compensatoires agricoles car ceux-ci ont contribué à perturber les conditions de la concurrence entre les « Neuf ». Un accord est intervenu le 6 mars 1979 au Conseil des Ministres de l'agriculture et le S.M.E. a donc pu entrer officiellement en vigueur le 13 mars 1979.

CHAPITRE 2

Les motivations

L'échec des projets monétaires des années 1970 avait conduit, dans la période suivante, à donner la priorité à la convergence des politiques économiques. Mais l'expé-

rience a démontré que l'union monétaire et l'union économique sont indissociables. C'est dans cet esprit que les gouvernements ont cherché à créer un nouvel ordre monétaire européen dont les effets sur l'économie des pays devront être positifs.

L'objectif essentiel du S.M.E. est de contribuer à l'amélioration durable de la situation des pays de la Communauté tant sur le plan de la croissance que sur celui de l'emploi grâce à une plus grande stabilité des changes. Nous distinguerons parmi les principales motivations qui ont conduit à la volonté et la réalisation du système monétaire européen, d'une part des motivations générales, d'autre part des motivations particulières.

Paragraphe 1

Les motivations générales

Ces motivations sont, d'une part la nécessité de relancer l'économie de la Communauté européenne, d'autre part la nécessité de stabiliser les prix, enfin la volonté d'éliminer les montants compensatoires monétaires.

a) La relance économique

Sur les 260 millions d'habitants que compte la Communauté européenne, plus de six millions sont aujourd'hui chômeurs. La relance de l'économie européenne est donc un impératif indiscutable.

L'instabilité monétaire actuelle est en grande partie responsable de ce phénomène car elle constitue un obstacle essentiel aux investissements et aux échanges extérieurs. On est aujourd'hui de plus en plus convaincus que seul un mécanisme de taux de change stables (tel que celui qui est proposé dans le S.M.E.) peut permettre le développement de la croissance économique dans le cadre de politiques concertées.

b) La stabilité des prix

La différence entre les taux d'inflation des différents pays de la Communauté européenne est importante depuis 1975. En 1978, elle atteignait encore 10%.

Cet écart accentue l'évolution divergente des taux de change entre les différents pays de la Communauté. De plus, cet écart ne stimule pas l'expansion de l'économie dans les pays où la hausse des prix est la plus forte.

Un écart aussi important n'a pour seul effet que de bloquer la poursuite de la construction européenne.

Aussi les promoteurs du S.M.E. attendent du nouveau système qu'il aide à la convergence des taux d'inflation vers le niveau le plus bas possible.

Mais pour que ce mouvement conduise réellement à un équilibre, il est indispensable qu'il s'intègre dans une stratégie plus large visant au plein emploi, au rapprochement des niveaux de vie et à la réduction des disparités régionales.

c) L'élimination des montants compensatoires monétaires agricoles

Les montants compensatoires monétaires avaient à l'origine un caractère provisoire et ceux qui ont été instaurés en 1969 à la suite des modifications de parité du Franc et du Deutsche Mark, ont d'ailleurs été démantelés en deux ans. Les montants compensatoires monétaires, les M.C.M., devaient assurer au profit des Etats membres à monnaie forte une protection. Mais il s'est avéré que cette protection par les M.C.M. était supérieure à celle qui résultait des droits de douane en vigueur antérieurement à l'application du

Traité de Rome.

Cela conduit à entraver la libre circulation des produits agricoles des pays à monnaie faible en favorisant la position concurrentielle des pays à monnaie forte. Dans ces pays-ci, on assiste à un développement artificiel de certaines productions, telle la production de produits laitiers en R.F.A. De plus, la Communauté entière supporte la charge budgétaire de ces M.C.M. Dans le budget 1978, les M.C.M. se sont élevés à un milliard d'E.C.U.

L'instauration du S.M.E. doit permettre la disparition des M.C.M. et l'instauration de l'E.C.U. dans la politique agricole commune conduira à un partage des charges entre les Etats membres lors de création de M.C.M. à la suite de changement de parité affectant une ou plusieurs monnaies participantes au S.M.E. (Règl. CEE 652/79 du Cons. du 29/3/79 au JOCE L84/1 du 4/4/79; Règl. CEE 643/79 du Cons. du 29/3/79 modifiant le Règl. CEE 878/77 au JOCE L83/1 du 3/4/79).

Paragraphe 2

Les motivations particulières

Ces motivations sont celles qui ont inspiré d'une part les pays excédentaires, d'autre part les pays déficitaires.

a) *Les pays excédentaires*

Les pays excédentaires attendent de leur participation au S.M.E. qu'elle leur permette de favoriser le ralentissement de l'appréciation de leur monnaie et de rétablir la rentabilité de leurs entreprises exportatrices.

Les pays excédentaires souhaitent un ralentissement de l'appréciation de leur monnaie car les réévaluations qu'ils sont contraints de faire subir à leur monnaie, sont préjudiciables à leur économie.

Depuis cinq ans, les pays les plus prospères sont contraints de soutenir le dollar et sont frappés par les crises spéculatives qui conduisent à la hausse de leur monnaie. La stabilité relative des taux de change devrait permettre d'éviter, dans le cadre des monnaies de la C.E.E., des distorsions résultant de mouvements spéculatifs sur les monnaies jugées les plus fortes.

Le rétablissement de la rentabilité des entreprises exportatrices passe également par le ralentissement de l'appréciation des monnaies les plus fortes. En effet, la réévaluation constante d'une monnaie freine le développement des exportations, notamment vers les autres pays de la Communauté qui représentent 40 à 50% du commerce extérieur. Les entreprises exportatrices ne peuvent rester compétitives qu'en réduisant leur marge bénéficiaire et leurs possibilités d'investissement se trouvent réduites. L'adhésion au S.M.E. permettra une rentabilité meilleure et, par là, la participation à une relance de l'économie.

b) *Les pays déficitaires*

Les pays déficitaires attendent de leur participation au S.M.E. une incitation extérieure à poursuivre des réformes de structure et parfois ils espèrent en une aide financière.

Dans les pays déficitaires, la lutte contre la hausse des prix passe par la mise en oeuvre d'une politique structurelle. Ces pays veulent profiter des contraintes sévères de politique monétaire et de politique budgétaire que leur imposera leur participation au S.M.E., pour opérer des réformes de structure, comme par exemple, la libéralisation de leur économie, et bénéficier ainsi d'une position plus avantageuse dans la compétition internationale.

Les pays déficitaires veulent également profiter des aides communautaires proposées dans le cadre du S.M.E. pour tenter de rattraper le retard qu'ils ont sur leurs partenaires.

DECLIN MONDIAL DE L'ECONOMIE LIBERALE

L'organisation économique mondiale ne peut certes pas être définie comme étant parfaite. Trop de temps a passé depuis l'époque où l'on considérait comme bénéfique à tous et ne nuisant à personne l'augmentation constante des échanges de marchandises et la libéralisation du commerce entre les continents. Il est également passé le temps où les grands courants commerciaux s'équilibraient réciproquement en une situation que les économistes qualifiaient d'équilibre.

Cet équilibre, affirment les professeurs d'économie depuis l'époque d'Adam Smith, peut être atteint dans un commerce mondial multilatéral, sans barrières administratives ou politiques. Cette perspective semblait réelle tant que l'économie mondiale apparaissait comme un système fermé qui ne s'inspirait qu'à une seule philosophie.

Dans le système libéral d'autrefois, le commerce en continuelle progression entre les Etats devait produire un accroissement du bien-être. En effet, chaque région pouvait exploiter ses talents particuliers et les mettre à la disposition de tous, à l'exception de ceux qui, pour des raisons évidentes, habitaient les pays du tiers monde. C'est ainsi que l'on a continué pendant près de deux siècles; mais, soudain, ce système sembla ne plus fonctionner.

Aux Etats-Unis, le pays supposé comme étant la mère de toute liberté économique, il s'annonce une forte dépression, tandis que la tâche de transformer le système d'approvisionnement énergétique devrait

causer, en théorie, une forte conjoncture. La conséquence sera que les Américains tenteront de soutenir la conjoncture interne en limitant les importations d'automobiles de fabrication étrangère. Donc, l'Amérique commettra, elle aussi, des infractions contre les principes sacrés du libre-échange.

Et, naturellement, non seulement l'Amérique. Dans la Communauté européenne, entre-temps, les montants compensatoires du fond agricole ont atteint une dimension qui pourrait servir aisément à couvrir les dépenses publiques d'un pays industrialisé de grandeur moyenne. Entre la Cee et les pays à économie d'Etat, par exemple, il est passé des contrats de vente de produits agricoles à des prix de dumping: l'Europe commet, elle aussi, des infractions contre les règles du libre-échange.

Mais le bouleversement des valeurs le plus complet s'est effectué entre les pays producteurs de pétrole et les pays qui en sont consommateurs. L'augmentation soudaine du prix du pétrole brut, quelles qu'en soient les causes, a bouleversé l'échelle des valeurs entre les matières premières et les produits industriels. Les pays industriels pourront faire les efforts les plus grands, mais ils n'arriveront pas à vendre des produits finis sur les marchés internationaux au point d'arriver à équilibrer le compte «pétrole», car les prix des produits industriels ont augmenté modérément et ceux des produits pétroliers bien plus (vingt fois depuis 1970).

Les balances des nations industrielles avec l'étranger sont donc fortement passives et celles des pays producteurs de pétrole

nettement actives. Dans les cas où ces deux extrêmes coïncident, comme en Grande-Bretagne, les résultats sont grotesques. Grâce à son pétrole de la mer du Nord, le pays industriel le plus mal gouverné possède une balance des paiements excellente. Les marchandises britanniques ne sont plus, en général, très estimées, parce que leur qualité laisse à désirer. Même les Britanniques ne peuvent pas commettre une erreur quelconque dans le secteur du pétrole, car les prix sont établis par l'OPEC. C'est là une situation excellente pour la Grande-Bretagne; mais elle fait, cependant, se dresser les cheveux sur la tête, si l'on considère l'aspect logique: la livre sterling britannique est très solide à l'étranger, mais à l'intérieur, on enregistre des taux d'inflation compris entre 15 et 20%.

Le libre-échange ne fonctionne donc plus, même pas entre l'Orient et l'Occident. Les mécanismes tant vantés autrefois ne sont donc plus valables maintenant. Les échanges ont permuté entre l'Est et l'Ouest; c'est le règne, dans le sein de la Cee du protectionnisme et, dans le commerce du pétrole, d'un monopole imposant - conditions qui, selon la théorie classique, devraient conduire à une contradiction du commerce. Et, malheureusement, la théorie classique a raison.

Ceci ne signifie cependant pas qu'elle se soit basée sur de larges valeurs morales. Au contraire, le système libéral bâti sur les égoïsmes qui doivent, toutefois, respecter ceux des autres, à condition, cependant, que ces derniers aient atteint un niveau et un standard de développement comparables. La nation qui était moins développée qu'une autre courait le risque de devenir une colonie, une figure marginale du système libéral.

Puis ont fait suite les premiers conflits avec l'apparition des contre-courants politiques qui s'opposaient au fonctionnement bien rodé du commerce libéral, parce qu'ils tentaient, par d'autres moyens, de participer au progrès économique. Les nouveaux mouvements ont engendré des centres d'égoïsme et ces derniers ne permettaient pas le respect d'idées semblables de la part d'autres. Les égoïsmes des libéraux avaient généré une répartition des rôles dans le

monde entier, qui avait été détruite par l'égoïsme des contre-courants. C'est ainsi que se sont élevées de nouvelles murailles autour des forteresses économiques régionales, dont les conséquences sont le protectionnisme et la politique de la violence économique. Le mot-clé de ce développement est le mercantilisme, une philosophie qui, autrefois déjà, avait imprégné les relations économiques à l'époque de la naissance des Etats nationaux aux idées belliqueuses.

Il est légitime, à ce point, de se demander quelle est la raison pour laquelle cette renaissance menace de ne se réaliser que maintenant, après que le système libéral ait démontré, pendant des décennies, non seulement ses qualités, mais aussi ses coins d'ombre. La réponse la plus plausible est donnée par les prévisions d'accroissement réduit. Tant que tout, d'année en année, va mieux, il n'existe pas de problèmes de partage, parce que tout le monde participe à l'accroissement général. On ne peut pas parier de conflits si l'un profite un peu plus que l'autre. Tout le monde, à la fin du compte, en aura profité. Mais maintenant, la situation a changé - et personne n'est disposé à l'admettre.

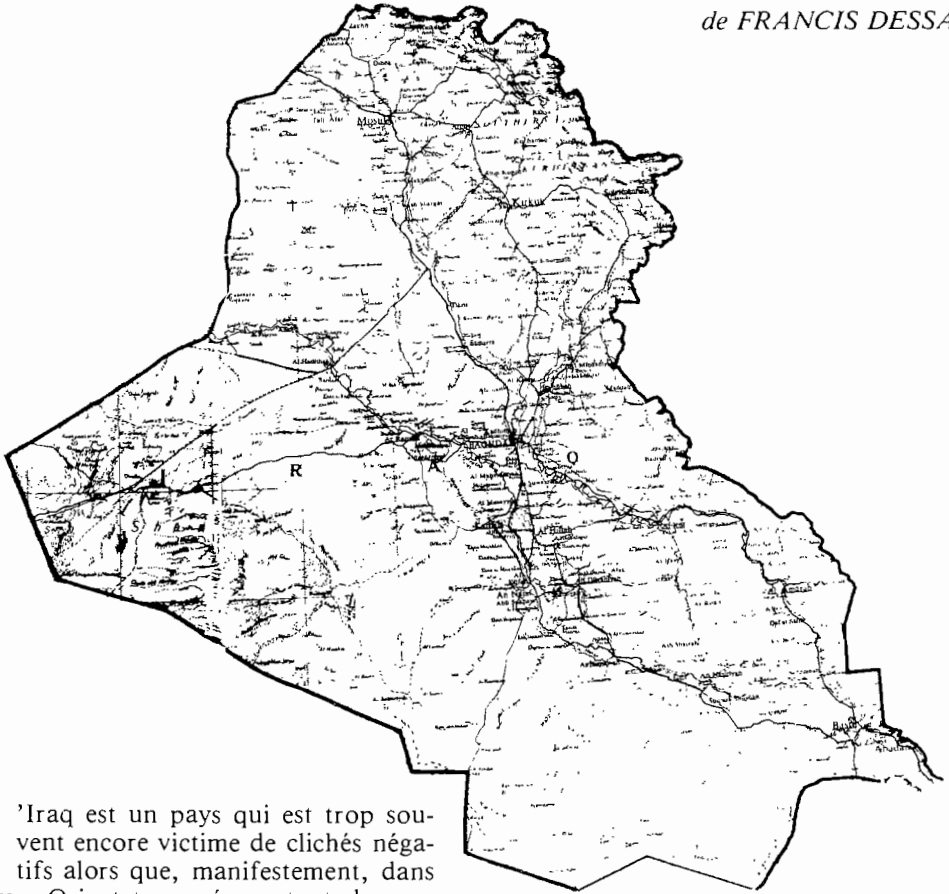
Aux Etats-Unis et en Scandinavie, le niveau de vie est en diminution. En Europe centrale, les taux d'accroissement diminuent et il est également prévu une stagnation pour l'enfant modèle, l'Allemagne. Au sein du bloc communiste, aussi, il existe des symptômes analogues. Les pays en voie de développement et ceux qui se trouvent sur le seuil de l'industrialisation ne font pas de progrès, parce qu'ils ont besoin, pour leur essor, d'importer du pétrole. Les conséquences sont les conflits sociaux dans tous les pays qui se transforment, à leur tour, en une attitude agressive envers l'étranger: les uns ne veulent pas diminuer leur bien-être, les autres sont indignés parce qu'ils n'arrivent pas à l'obtenir.

Aucune conférence au sommet, même politique, ne pourra affirmer que le monde n'est pas en passe de revenir aux blocs et que la politique de la paix ne doit pas commencer par la solution des conflits sociaux.

(Bernd Hansen - Deutsches Allgemeines Sonntagsblatt, 22 juin, 1980)

LA POLITIQUE EUROPEENNE VUE DE BAGDAD

de FRANCIS DESSART



L'Iraq est un pays qui est trop souvent encore victime de clichés négatifs alors que, manifestement, dans ce Moyen-Orient traversé par tant de problèmes, il représente un facteur de stabilité et un ami potentiel pour l'Europe de demain.

Tout d'abord - car cette question continue d'inquiéter nombre de nos contemporains - il convient de préciser que la politique pétrolière de l'Iraq n'est tournée contre personne. M. Tayeh Abdel Karim, ministre du Pétrole précise: «Il est absolument indispensable que le pétrole soit aussi bien pour les producteurs que pour les consommateurs un facteur de bien-être et de progrès. Les approvisionnements doivent

être assurés de façon à protéger les intérêts simultanés des producteurs et des consommateurs». Bagdad réclame donc un juste équilibre et ne veut pas faire du pétrole une arme contre quiconque. Son attitude modératrice lors de certaines réunions de l'O-PAEP et de l'OPEP a été significative dans ce sens...

Ceci étant dit, il est frappant de constater qu'à Bagdad les personnalités politiques connaissent très bien les questions européennes. C'est ainsi que, lors d'un entretien très sérieux, M. Abou Shihab - directeur

des relations extérieures au Commandement national du Parti Baath et représentant de son parti au Conseil national palestinien - a entamé une comparaison entre la problématique de l'unité arabe et celle de l'unité européenne. Il fut donc très intéressant d'entendre de la bouche d'une personnalité palestinienne (de confession chrétienne) le raisonnement suivant: «La nation arabe a une base historique commune telle que nous pouvons envisager son unité nationale complète, tout en protégeant les minorités ethniques et religieuses. L'Europe a suivi une évolution différente et, dès lors, le meilleur chemin vers l'unité européenne serait la solution fédérale qui tienne compte de toutes les spécificités nationales et régionales».

Les dirigeants baathistes tiennent scrupuleusement à la défense des minorités ethniques et de pensée dans leur vision pan-arabe de l'avenir. Loin d'un «impérialisme arabe» ou d'une «prééminence dominatrice de l'Islam», le Baath - et il l'a prouvé par la solution du problème kurde en Iraq - est fermement attaché aux principes des droits de toutes les minorités. C'est dire si les autorités de Bagdad condamnent vigoureusement le régime iranien de Khomeiny qui est l'antithèse même de leurs idéaux et soutiennent les communautés ethniques ou religieuses iraniennes persécutées par l'Ayatollah.

Concernant le Kurdistan iraquien - que j'avais visité en 1972 - M. Ismaïl Rasoul Ahmed - directeur général de l'Institut de la Culture kurde et conseiller au ministère de la Culture - m'a bien confié: «Surtout, qu'en Europe, l'on sache que les Kurdes que l'on sache en Europe que les Kurdes commun avec tous les citoyens iraqiens et que cessent les mensonges sur de prétendues persécutions des Kurdes chez nous. Si persécutions il y a, c'est en Iran!».

Il apparaît donc que le problème régional est peut-être mieux résolu en Iraq que dans certains pays d'Europe. Néanmoins, comme nous l'avons dit, la politique européenne est très suivie et bien connue à Bagdad. L'inverse est hélas plus rare, car les hommes politiques européens attachent trop peu d'intérêt à l'évolution intrinsèque de ce Monde arabe dont nous avons tout à gagner à préserver l'amitié.

Le dialogue euro-arabe doit être approfondi: c'est l'avis du Vice-Premier ministre

M. Naim Haddad qui nous confirma la volonté de son pays de garder de bons rapports avec l'Europe. «La recherche de l'unité arabe et celle de l'unité européenne sont complémentaires - nous confia-t-il - et nous suivons avec beaucoup d'intérêt les mouvements européistes qui prônent une véritable communauté européenne qui ne soit pas seulement économique. Mais il faudrait que l'Europe s'émancipe des conseils américains et fasse preuve de plus de compréhension envers la cause centrale de la nation arabe, à savoir la question palestinienne. Certes, M. Giscard d'Estaing a posé un geste très positif, mais nous attendons bien plus un geste européen qu'une suite de gestes nationaux».

Cette volonté de l'amitié occidentale - qui nous a aussi été affirmée à la direction des Affaires occidentales du ministère de l'Information par M. Sélim Zoubaidi - se base sur le respect d'un non-alignement rigoureux. Certes pas le non-alignement largement soviétisé d'un Fidel Castro, mais bien une totale indépendance permettant de critiquer, si nécessaire, l'une ou l'autre des deux super puissances. N'oublions pas que l'Iraq a fermement condamné l'agression soviétique en Afghanistan et aide les patriotes afghans en lutte contre l'envahisseur.

Farouchement ancré dans les réalités nationales, le socialisme du Parti Baath est diamétralement opposé au marxisme qu'il récuse sans réserve. Le fondateur du Baath, le professeur Michel Aflaq est un penseur national dont les théories ont permis la construction d'un parti laïque, respectant le pluralisme religieux et philosophique, et qui - selon les critères actuels de nos pays - serait plus à classer au centre (au centre gauche à certains égards) mais certes pas au sein de la gauche marxiste.

L'Iraq veut l'amitié de l'Europe occidentale. Le Baath souhaite un dialogue constructif avec le monde politique européen. La balle est donc dans notre camp. L'Europe doit se penser ici et maintenant, et non Outre-atlantique ou par les grâces du lobby israélien. Le temps est au réalisme et à la géopolitique: deux qualités qui sont certes celles du président iraquien M. Sadan Hussein.

F.D.

PELERINAGE A LA TOMBE DE

A.C. POPOVICI

Genève 22 juin 1980

de FERDINAND POLLI

La présence de l'Association Amitiés Helvète-Roumaines à la manifestation d'aujourd'hui n'est pas due uniquement au fait de l'appartenance d'Aurel C. Popovici à l'ethnie roumaine. Ce fait, en lui-même, aurait suffi pour justifier notre présence ici. Celle-ci répond aux convictions que les membres de notre association ont le devoir d'honorer la mémoire d'un historien et écrivain, visionnaire en son temps d'une grande Europe fédéraliste, d'un homme dont les idées politiques et sociales ont fait de lui un des précurseurs de l'unité de l'Europe telle qu'elle commence à s'entrevoir depuis quelque temps.

Lors de l'inauguration de la statue en bronze, érigée par la Fondation Européenne Dragan pour honorer la mémoire d'Aurel C. Popovici, en juin 1977, le président de l'Union Paneuropéenne, l'Archiduc Otto de Habsbourg, avait insisté dans son discours sur l'urgence de créer l'unité de l'Europe, en faisant état de la distance qui séparait l'époque quand les idées de Popovici avaient été énoncées et l'inauguration de la statue. Quel plaisir pour nous de constater aujourd'hui qu'entre-temps, le président de l'Union Paneuropéenne, admirateur de l'oeuvre d'Aurel Popovici, est devenu membre-député du Parlement européen, un parlement dont la création aurait comblé de joie le commémoré d'aujourd'hui.

En relation avec la manifestation qui a eu lieu en juin 1977, je voudrais vous faire part d'une découverte due tout simplement au hasard, mais qui fera sûrement plaisir au représentant de la ville de Genève, ainsi qu'à ceux qui s'intéressent aux rapports culturels entre les deux pays.

En juin 1977, la première partie de la commémoration d'Aurel Popovici a eu lieu dans l'Aula de l'Ecole Liotard, sis à la rue Liotard. Pure coïncidence, les mystères du

hasard, quelle peut être la relation entre le fait qu'une manifestation pour honorer la mémoire d'un grand Roumain ait eu lieu dans une école portant le nom d'un grand peintre genevois Jean Etienne Liotard, qui commence à être bien connu en Roumanie, deux siècles après son séjour là-bas. En effet, Liotard, un des peintres portraitistes les plus réputés du dix-huitième siècle, a vécu en 1741-1742 à la Cour du prince régnant de Moldavie, Constantin Mavrocordat. Pendant son séjour à la Cour de ce prince, il a peint, sur demande de celui-ci, plusieurs portraits des membres de la famille régnante, ainsi que d'autres portraits des anciens «voïvodes», comme s'appelaient en roumain les princes régnants des pays roumains de l'époque.

Puisqu'il y a eu des Roumains qui s'intéressent à Liotard, plus de 200 ans après son séjour sur le sol roumain, pourquoi ne pas espérer qu'un beau jour, des Suisses également puissent être intéressés par l'oeuvre d'Aurel Constantin Popovici, en rapport avec l'unité de l'Europe?

Pourquoi ne pas envisager la création d'un prix Aurel Constantin Popovici, récompensant une étude, ou éventuellement une thèse de doctorat ès sciences politiques, au sujet des idées de celui qui est considéré comme le premier fédéraliste européen du XX^e siècle.

Ce serait un hommage bien mérité et particulièrement apprécié par ceux qui ont à coeur les problèmes de notre continent, qui ne peuvent être résolus d'une manière satisfaisante que dans l'unité des pays qui le forment, ainsi que par ceux qui sont réunis aujourd'hui pour témoigner leur admiration au grand visionnaire né en Roumanie, enterré en Suisse dans ce cimetière, que fut Aurel Constantin Popovici, à la tombe duquel nous allons nous rendre en pèlerinage.

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

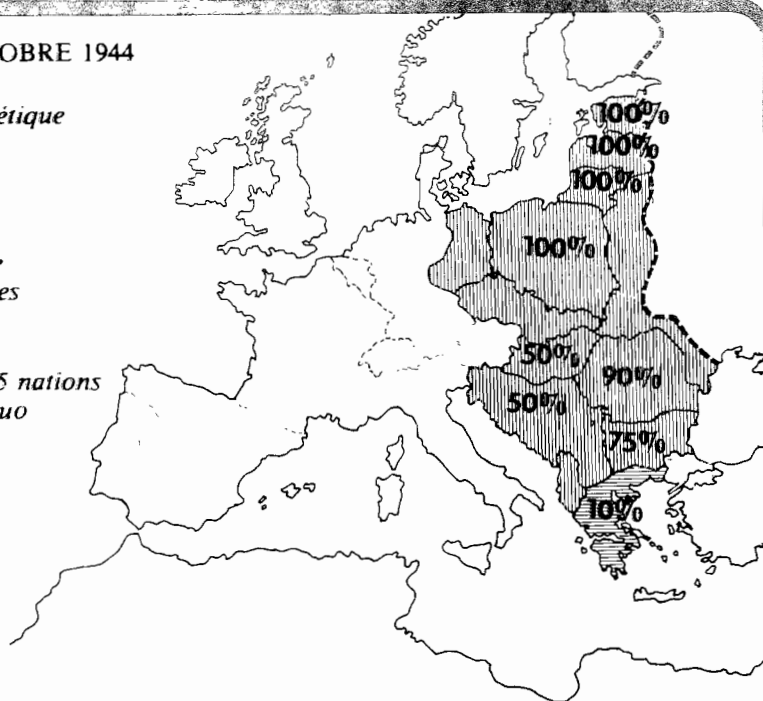
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

<i>J.C. Dragan: Progrès et régression</i>	1
<i>H. Müller: Où va la Pologne?</i>	3
La conjoncture s'améliorera dès 1985?	9
<i>G. Stewart-Smith: Towards a Western grand strategy for global freedom</i>	10
<i>F. Micklinghoff: L'histoire et les motivations de l'intégration économique et monétaire en Europe</i>	12
<i>B. Hansen: Déclin mondial de l'économie libérale</i>	15
<i>F. Dessart: La politique européenne vue de Bagdad</i>	17
<i>F. Polli: Pèlerinage à la tombe de A.C. Popovici</i>	19

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)

Editrice Nagard Srl - Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06) 679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n.16966 del
15.10.1977 (già n.1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa BG» Milano, Via Larga 11